



Occupation : Le mot manquant

Par [Rachelle Marshall](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2006

[Washington Report on Middle East Affairs, ISM \(version française\)](#) 18 septembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Que les Palestiniens acceptent ou non de reconnaître Israël, qu'ils soient dirigés par le Hamas ou le Fatah, peu importe de toute façon, selon le magazine israélien Challenge, parce que Israël ne cèdera pas. « Il est clair qu'une reconnaissance et des discussions ne mèneront nulle part », écrit le rédacteur dans un récent article. « Ils n'arrêteront pas la barrière de séparation, ils n'arrêteront pas la cantonisation, ils n'enlèveront pas les blocs de colonies, ils ne libéreront pas les prisonniers, ils n'accepteront pas le retour des réfugiés, et ils n'iront pas vers un véritable état palestinien ».



L'Occupation en Palestine : « Un lieutenant israélien responsable d'un checkpoint a beaucoup plus de pouvoir concret sur la vie quotidienne des Palestiniens que l'ensemble du gouvernement palestinien »

« *Vivre sous occupation, c'est vivre sous terrorisme permanent* » **Shai Carmeli-Pollak**, réalisateur et pacifiste israélien, cite dans le magazine israélien, The Other Israel.

Nous avons besoin de sécurité, mais nous n'avons plus besoin de troupes, d'hélicoptères et de tanks étrangers. - Hajji **Agha Lalai Dastagiri**, membre du conseil provincial de Kandahar, Afghanistan, New York Times, 26 mai.

C'est l'une des choses que nous sommes devenus : l'ennemi. - **John Murtha**, parlementaire Démocrate, s'exprimant sur CNN au sujet des actions des soldats américains en Irak.

Les articles peuvent citer Gaza, ou Kandahar, ou Samarra, mais les événements rapportés sont identiques : bombardements, échanges de tirs, tirs de missiles, et décès de civils.

La violence dans chacun de ces trois lieux survient au lendemain d'une invasion et d'une occupation étrangères.

Des milliers de soldats américains combattent en Afghanistan, avec des centaines de troupes canadiennes et européennes.

Environ 130.000 Américains font la guerre en Irak.

Les soldats israéliens fortement armés cernent les Palestiniens en Cisjordanie, et les Gazéens entendent constamment le bourdonnement de l'aviation israélienne.

Pourtant, le mot « occupation » a disparu des informations, supplanté par la « guerre contre le terrorisme ».

Le trou noir sémantique est particulièrement évident quand il s'agit d'Israël.

À Washington et dans une grande partie des médias américains traditionnels, Israël ne combat pas pour garder le contrôle de la terre de quelqu'un d'autre, mais c'est un allié qui se défend des terroristes palestiniens.

Avec l'occupation illégale israélienne hors de la table, quelque soit les punitions infligées aux Palestiniens par les Israéliens, tout devient justifié. Comme le disait le Président **George W. Bush** quand l'armée israélienne dévastait le camp de réfugiés de Jenine en 2002, « *Israel a le droit de se défendre* » .

Ce droit, comme il est interprété par les Etats-Unis et par Israël, a permis à Israël d'enfermer une population entière derrière des barrières et des points de contrôle, de prendre leur terre et leur eau et de détruire leurs maisons et leurs vergers.

Elle permet également à Israël de tuer des civils au hasard par des bombardements persistants et en utilisant des tirs de missiles pour assassiner des personnes suspectées d'être des militants.

Israël a tiré 6.000 obus d'artillerie sur Gaza l'année dernière.

Le 20 mai, un missile israélien qui visait un membre de Jihad Islamique a également détruit une voiture transportant la famille **d'Hamdi Amen**, tuant la femme d'Amen, sa mère et son fils de 2 ans. Maria, sa fille de 4 ans est restée paralysée dans un hôpital israélien, mais Amen n'est pas autorisé à aller en Israël pour la voir.

Le ministère de la Défense a accepté de payer la facture de 5.600 dollars qu'il doit à l'hôpital.

[Le 8 juin, des obus d'artillerie israéliens ont tué cinq membres de la famille de Ghalya et deux autres Palestiniens qui pique-niquaient sur une plage de Gaza. Voir la vidéo](#)

Le romancier israélien, **David Grossman**, écrivait dans Maariv que l'armée israélienne « *pilonnait les Palestiniens avec le mouvement fixe d'un piston lourd... les enfonçant plus profondément dans leur humiliation, leur fureur et leur désir de vengeance.* »

L'élection des membres du Hamas en janvier passé a soulevé le spectre de militants gouvernant la Cisjordanie et Gaza, mais comme le soulignait la publication israélienne, The Other Israel : « *Un lieutenant israélien responsable d'un checkpoint a beaucoup plus de pouvoir concret sur la vie quotidienne des Palestiniens que l'ensemble du gouvernement palestinien* » .

L'incertitude et la frustration sont la base de la vie des Palestiniens. Les Palestiniens ont besoin non seulement de permissions pour aller à l'école, ou au travail ou chez le docteur, mais ils peuvent être pris dans des rafles à tout moment et emmenés pour interrogatoire.

Selon le New York Times, l'armée israélienne arrête 10 à 30 personnes par nuit. [Des milliers de Palestiniens sont en prison.](#)

Les Palestiniens payent également le prix fort pour leur vote aux élections parlementaires de janvier dernier.

Les donateurs internationaux ont coupé les 1.6 milliards de dollars en aides à l'Autorité Palestinienne après l'élection d'un gouvernement dirigé par le Hamas, et depuis lors, environ 165.000 professeurs, infirmières, policiers et autres fonctionnaires n'ont plus eu de salaires.

Les revenus des employés du service public font vivre près d'un tiers de la population palestinienne, ainsi [la perte de ce revenu a forcé beaucoup de Palestiniens à liquider leurs biens juste pour acheter de la nourriture](#).

Un prêt de la Banque de la Palestine ce printemps a permis aux responsables du Hamas de verser le salaire d'un mois aux ouvriers gagnant moins de 330 dollars par mois, mais c'était une mesure pour une fois seulement.

[Alors qu'on parle de crise de santé à Gaza](#), les Etats-Unis et Israel disent qu'ils vont envoyer des approvisionnements médicaux aux Palestiniens, mais ils n'ont offert aucun plan pour les livrer aux patients.

L'interdiction des Américains et des Israéliens à permettre l'utilisation de l'aide afin de payer les salaires sous le gouvernement du Hamas laissent la question ouverte sur combien de temps les hôpitaux et les cliniques pourront fonctionner sans paiement des salaires aux médecins, aux infirmières et aux ouvriers de maintenance.

Les pays arabes et européens sont empêchés d'envoyer de l'aide par des sanctions américaines, mais l'administration Bush a finalement décidé que les [Européens pourraient envoyer des allocations d'urgence à certains Palestiniens via la Banque Mondiale](#).

Les paiements seraient basés sur le besoin et ne pourraient pas être utilisés pour les salaires, mais le mécanisme pour les distribuer n'a pas encore pu être établi.

Le message de Washington aux Palestiniens est : cédez à Israel sinon...

« *Il n'y a pas de crise humanitaire dans les territoires palestiniens* », a déclaré un haut responsable américain. « *Il y a une crise politique et sécuritaire et le gouvernement du Hamas doit prendre certaines décisions responsables pour la traiter* ». Ces décisions sont, dit-il, de reconnaître Israel et de rejeter la violence.

En clair, à moins que le Hamas cesse d'insister sur une fin de l'occupation, les Etats-Unis et Israel infligeront aux Palestiniens autant de souffrance qu'il faudra pour faire tomber le gouvernement.

Tout en évitant le gouvernement palestinien démocratiquement élu, Washington donnait au premier ministre israélien, Ehud Olmert, une chaude embrassade quand il est venu le 24 mai.

[Son discours au Congrès a soulevé 16 ovations](#), y compris des applaudissements prolongés quand il a dit : « *Nous ne céderons pas à la terreur* ».

Bush a qualifié le plan d'Olmert pour fixer des frontières permanentes entre Israel et les Palestiniens : « *une étape importante vers la paix que nous soutenons*. »

Bien que ce plan demande l'annexion à Israel de la principale région agricole et de la

majeure partie de l'eau de la Cisjordanie et enferme les Palestiniens dans deux ou trois enclaves tronquées.

Selon l'un des collaborateurs d'Olmert, le plan mettra l'état palestinien proposé « dans le formol ».

Une condition mortelle

Bush a invité Olmert à tenir des discussions de paix sérieuses avec le Président palestinien Mahmoud Abbas avant d'agir unilatéralement, et Olmert – qui veut 10 milliards de dollars en aide des États-Unis pour financer son plan – a accepté.

Cependant, quand il est revenu en Israël, il a ajouté une condition mortelle. Avant que les négociations puissent commencer, le premier ministre a déclaré : « *Abbas doit imposer au Hamas l'acceptation d'Israël et la reconnaissance de tous les accords signés avec Israël et le désarmement de ses groupes militants* » .

Il n'y a aucun moyen qu'Abbas fasse ce genre de guerre civile. Les responsables du Hamas disent qu'ils ne reconnaîtront pas Israël avant qu'Israël prenne une mesure réciproque en acceptant de rendre la Cisjordanie et Gaza, et les Palestiniens qui sont fatigués des fausses promesses et des faux espoirs les soutiennent.

La perspective de mettre fin au cycle de la violence est devenue encore plus faible le 6 juin avec l'assassinat par Israël du chef de la sécurité du Hamas, [Jamal Abu Samhadana](#).

À son enterrement, qui a eu lieu le lendemain du jour où Israël a tué 10 personnes à Gaza, des milliers de Palestiniens en colère réclamaient vengeance et la branche du Hamas a annoncé qu'elle mettrait fin à son cessez-le-feu unilatéral de dix-huit mois.

Depuis lors, une attaque de roquette du Hamas a sérieusement blessé un vieil homme israélien dans la ville de Sderot, et un responsable israélien a averti que le premier ministre Ismail Haniya serait assassiné si le Hamas effectuait une attaque-suicide.

Le meurtre d'un personnage important comme Samhadana est conforme à la longue pratique israélienne de sabotage des négociations de paix en provoquant une nouvelle période de violence.

Comme toute organisation politique, le Hamas comprend des pragmatiques comme des intransigeants.

[Le premier ministre Haniyeh](#) et le ministre des affaires étrangères **Mahmud a-Zahar** ont offert de faire la paix avec Israël en échange d'une fin totale de l'occupation, mais au lieu de répondre à ces offres, Israël a renforcé les militants en assassinant leurs chefs.

En attendant, la poursuite de la violence permet à Olmert et à ses partisans américains de concentrer l'attention sur le terrorisme plutôt que sur la véritable question : L'occupation incessante d'Israël.

La fin du cessez-le-feu du Hamas menace également de stopper la coopération entre les membres du Hamas et les Israéliens engagés dans la nonviolence.

The Other Israel a décrit une manifestation dans la ville d'Al-Ram ([voir une vidéo du Mur à](#)

[Al-Ram](#)) en mai dernier qui était menée par le pacifiste de Gush Shalom, Uri Avnery, ainsi que par l'ancien candidat palestinien à la présidence, le Dr. Mustafa Barghouti et deux responsables du Hamas, cheik Abu-Tir et Abu Arafah.

Derrière eux, il y avait un millier de Palestiniens et environ 200 Israéliens. Les membres du Hamas et les Israéliens se sont traités mutuellement avec « des marques d'amitié », selon The Other Israel.

Quand la marche a été terminée, d'importantes [forces de police montée israéliennes et des soldats ont tiré des salves des boîtes métalliques de gaz lacrymogène sur les manifestants pacifiques et en ont arrêté plusieurs.](#)

Une autre indice que le Hamas pourrait accepter une coexistence avec Israël était évident quand le responsable du Hamas emprisonné, **Abdel Khaled Natche**, s'est joint à ses camarades prisonniers, **Marwan Barghouti** du Fatah et **Rassem Al-Saadi** du Jihad Islamique pour élaborer un plan qui offre la paix avec Israël en échange d'un retrait israélien sur ses frontières de 1967, et le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël.

Son appel pour une solution à deux états était en conformité avec des précédentes déclarations des responsables du Hamas offrant une reconnaissance d'Israël quand l'occupation sera terminée.

Les représentants du Fatah et du Hamas se sont mis d'accord sur un projet de déclaration en juin qui était basé sur la proposition des prisonniers et ont donc constitué une reconnaissance implicite d'Israël.

« *Nous reconnaissons le fait qu'il existe* » dit le législateur du Hamas, **Mushir al-Masri**.
« *Ce que nous ne reconnaissons pas, c'est la légitimité de l'occupation.* »

Sami Masharawi du Fatah l'a dit d'une façon plus positive. « *Le Hamas a reconnu un état dans les frontières de 67* » .

L'étalage d'unité a désamorcé la lutte de pouvoir entre le Fatah et le Hamas qui avait éclaté plus tôt dans des confrontations de rue dans lesquelles au moins 20 Palestiniens ont été tués. Israël, qui a tout à gagner d'un conflit entre les Palestiniens, a pris des mesures pour rendre le combat encore plus mortel.

Le lendemain du jour où des roquettes étaient tirées par les forces du Hamas sur le quartier général du Fatah à Gaza et que des membres du Fatah mettaient le feu au bâtiment du parlement à Ramallah, Olmert annonçait [qu'il allait fournir des armes et des munitions à Abbas d'une valeur de 20 millions de dollars](#), ainsi il pourra renforcer ses troupes contre le Hamas. »

Que les Palestiniens acceptent ou non de reconnaître Israël, qu'ils soient dirigés par le Hamas ou le Fatah, peu importe de toute façon, selon le magazine israélien Challenge, parce que Israël ne cèdera pas.

« *Il est clair qu'une reconnaissance et des discussions ne mèneront nulle part* » , écrit le rédacteur dans un récent article.

« *Ils n'arrêteront pas la barrière de séparation, ils n'arrêteront pas la cantonisation, ils n'enlèveront pas les blocs de colonies, ils ne libéreront pas les prisonniers, ils n'accepteront pas le retour des réfugiés, et ils n'iront pas vers un véritable état palestinien* » .

Mais alors, qu'est-ce qui mènera à une solution juste au conflit ?

George Bisharat, professeur à l'université de Droit Hastings à San Francisco, pense qu'une action du Président Bush pourrait faire la différence.

Bisharat a fait remarquer dans un récent article paru dans le San Francisco Chronicle qu'Israël ne manquait pas de partenaire palestinien pour la paix, mais « *d'un partenaire palestinien pour la reddition* » .

Bush doit refuser d'être un partenaire dans cette charade, écrit-il, et au lieu de cela, « *il doit exiger qu'Israël négocie avec les Palestiniens en toute bonne foi et sur la base du droit international* » .

Bisharat maintenait également que « *Notre position dans une région critique du monde engagera la réponse* » . Beaucoup de gens dans cette région voient le soutien des États-Unis à l'occupation israélienne comme un élément d'un plus large effort des États-Unis pour affirmer son contrôle sur le Moyen-Orient qui s'est jusqu'ici montré désastreux.

Les invasions par les États-Unis de l'Afghanistan en 2001, et de l'Irak en 2003, ont destitué les autocraties brutales, mais ont rompu les institutions sociales et politiques existantes et ont fait tomber ces pays dans l'anarchie, le conflit interne, et dans ce que le premier ministre irakien **Nuri Al-Maliki** a récemment appelé « *un déluge de sang* » .

Al-Maliki faisait référence à la violence apparemment incontrôlable qui est perpétrée en Irak par les milices sectaires, par les insurgés qui visent des forces d'occupation et leurs éventuels collaborateurs, et par les criminels ordinaires.

Le gouvernement que Bush avait qualifié en mai dernier de « démocratie constitutionnelle au coeur du Moyen-Orient » n'ose pas fonctionner au-delà de la Zone Verte protégée par les États-Unis et ne fournit pratiquement aucun service aux Irakiens. Même l'indépendance de l'Irak est une fiction de l'administration Bush.

Byrwec Ellison précisait dans le New York Times après la visite surprise de Bush en Irak le 13 juin qu'un président américain pouvait s'envoler vers un pays sans connaître le responsable de ce pays. « *Seulement vers un Etat occupé par l'armée américaine. Seulement dans un Etat dont nous contrôlons l'espace aérien. Seulement vers un Etat sans véritable autonomie ou autorité gouvernementale* » .

La situation n'est pas susceptible de changer rapidement. Sous la pression de l'administration Bush, le Congrès a éliminé de la dernière proposition de loi pour un crédit budgétaire supplémentaire à l'armée une disposition interdisant des bases américaines permanentes en Irak.

Les forces américaines ne protègent pas les Irakiens ordinaires de la violence, et en fait, elles y contribuent avec des incursions et des arrestations continues. Le meurtre par des Marines de 24 civils irakiens à Haditha en novembre dernier a été particulièrement remarqué parce que c'était un acte de brutalité prémédité.

Des civils ont été tués par des soldats américains aux checkpoints, pendant les fouilles, ou s'ils se trouvent sur le chemin d'un convoi.

Des milliers d'Irakiens sont morts dans des attaques aériennes qui visaient des éventuels

insurgés. **Al-Maliki** s'est plaint publiquement en disant que les troupes américaines « *ne respectent pas les Irakiens. Ils les écrasent avec leurs véhicules et ils les tuent juste sur suspicion* » .

Des plaintes similaires sont déposées contre des troupes de l'occupation américaine en Afghanistan. Après qu'un convoi militaire se soit écrasé contre une rangée de voitures au Nord de Kaboul le 28 mai, tuant cinq civils, des milliers d'Afghans en colère se sont précipités dans les rues pour protester.

L'opposition populaire à la présence militaire américaine, et particulièrement à l'utilisation des attaques aériennes de l'armée qui tuent des villageois, est au moins partiellement responsable de la réapparition des Talibans en Afghanistan.

Beaucoup d'Afghans voient même les Talibans comme préférables aux seigneurs de la guerre corrompus qui ont pris leur place.

Le renversement des régimes au pouvoir en Afghanistan et en Irak par l'administration Bush n'a pas apporté la liberté à ces pays mais seulement un carnage permanent.

Les soldats américains dans ces pays se comportent moins brutalement que les forces israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, mais ce sont toutes les deux des armées d'occupation et en tant que tel, une source continue de ressentiment.

Il n'y aura ni paix ni justice au Moyen-Orient sans qu'elles se soient retirées.

“Stoppez la Violence et la Terreur”

Le massacre aveugle des civils par Israël, ainsi que les arrestations et les assassinats continus des personnes suspectées d'être des militants, ont produit la réponse inévitable. Le 26 juin, 8 Palestiniens sont entrés en Israël par un tunnel au Sud de Gaza, ils ont tué deux soldats israéliens, et ont capturé un troisième, le **caporal Gilad Shalit**.

Les militants ont déclaré qu'ils libéreraient Shalit seulement si les toutes les femmes et les enfants palestiniens étaient libérés des prisons israéliennes.

Israël a répondu en lançant une sauvage agression aérienne et terrestre sur Gaza et [en arrêtant 28 fonctionnaires du gouvernement dirigé par le Hamas](#).

Pendant que les troupes et les tanks israéliens grouillaient au Sud de Gaza, les avions de guerre ont fait sauter des routes, des ponts, et une importante centrale électrique. L'université Islamique a été touchée quand Israël a tiré des missiles sur la ville de Gaza.

Au moment même où il s'est avéré que les Gazéens n'avaient plus rien à perdre, les Israéliens leur ont coupé l'eau et l'électricité en détruisant la seule centrale électrique de la bande de Gaza.

L'usine, assurée par des Américains, fournissait de l'énergie aux deux-tiers des habitants de Gaza et actionnait les pompes qui fournissaient l'eau. « *S'il n'y a pas d'électricité, il n'y a pas d'eau* », a déclaré le directeur de l'installation Rafik Maliha.

« *C'est plus que de la punition collective* » .

Pour ne pas en rester là, les jets israéliens ont également survolé la résidence du **Président**

syrien Bashar Assad, faisant dire à quelques observateurs ; « *C'était un bruit assourdissant* ». *Israel a prétendu qu'Assad soutenait les terroristes du Hamas.* »

La réaction des Occidentaux à la capture par le Hamas d'un soldat israélien et à la réponse israélienne a reflété l'asymétrie de la vision des Occidentaux concernant le conflit Israélo-Palestinien.

Plus de 9.000 Palestiniens sont actuellement dans les prisons israéliennes, y compris 95 femmes et 313 enfants.

Plusieurs des prisonniers ont été raflés dans leurs maisons dans des incursions à l'aube ; un grand nombre n'ont jamais été jugés.

La veille du jour où Shalit a été capturé, des commandants israéliens étaient entrés par effraction dans une maison de Gaza et avaient arrêté deux membres du Hamas. La même presse qui ne parle pas de ces actions israéliennes a consacré les titres de première page à la capture de Shalit.

Les mêmes pays qui ont ignoré la situation difficile des enfants prisonniers palestiniens, y compris l'Égypte, la France, et les États-Unis, ont immédiatement réclamé la libération du caporal israélien. Alors que les Gazéens tentaient de faire face à la dévastation provoquée par les attaques israéliennes, la Maison Blanche a invité le Hamas « à arrêter la violence et la terreur ».

Aucun dirigeant occidental n'était disposé à préciser que la politique israélienne longue de 40 ans de réponse à la résistance palestinienne avec une force écrasante n'a pas apporté la sécurité à Israël ou n'a pas réduit au silence les demandes d'indépendance des Palestiniens.

Aucun des dirigeants qui ont exprimé des inquiétudes pour le caporal Shalit ou qui ont publié des avertissements au Hamas n'était disposé à dire à Israël que la façon la plus sûre de sauver la vie des Israéliens est de s'asseoir les responsables palestiniens élus et de négocier un din de l'occupation.

[Voir le film Meen er habi \(Liberté pour la Palestine\)](#) durée 4mn 04.

Source: [Washington Report on Middle East Affairs](#)

Traduction: MG pour [ISM](#)

La source originale de cet article est [Washington Report on Middle East Affairs, ISM \(version française\)](#)

Copyright © [Rachelle Marshall, Washington Report on Middle East Affairs, ISM \(version française\)](#), 2006

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca